

Résolution

Des perspectives de développement durable pour les régions de montagne

Les Alpes et les Préalpes couvrent environ deux tiers de la surface de la Suisse. Elles sont constitutives de l'histoire et de l'identité nationales et relient huit pays au cœur de l'Europe.

La région alpine n'est pas uniquement rurale: au moins 60 % de sa population habitent dans des agglomérations ou des villes. L'agriculture, l'énergie hydraulique, le tourisme et la construction y sont des secteurs économiques importants. L'acceptation de *l'initiative sur les résidences secondaires* confronte ces secteurs à de grands défis, qui doivent déboucher sur des transformations positives.

Malheureusement, les bases naturelles, sociales et économiques du développement des régions de montagne sont soumises à une pression croissante:

- Les Alpes sont particulièrement exposées au *changement climatique* – avec des répercussions catastrophiques. La hausse des températures en haute montagne provoque de plus en plus de chutes de pierres, de coulées de boue et d'avalanches qui mettent la population en danger. Le *trafic transalpin* péjore la qualité de la vie dans les régions de montagne. Un deuxième tunnel routier au Gothard compromettrait même les objectifs constitutionnels de l'initiative des Alpes.
- Les Alpes sont un espace essentiel pour la *production d'énergie renouvelable*. En plus de l'énergie hydraulique, les énergies solaire et éolienne y gagnent en importance. Leur développement doit toutefois se faire en ménageant le paysage, afin de maintenir les bases du tourisme et de la qualité de vie.
- Un *recul des services publics* supplémentaire, notamment dans les domaines de la santé, de la protection de l'enfance et de la vieillesse, de la formation et de la culture, ainsi qu'en matière de transports publics, affaiblit les conditions de vie de la population alpine et favorise son émigration.

Les Verts s'engagent à tous les niveaux pour un développement durable et un service public fort dans les régions de montagne. Dans ce but, ils renforcent leur engagement dans les domaines suivants, en collaboration avec les organisations dont ils sont proches:

1. Tourisme durable

L'acceptation de la Lex Weber est une chance pour les régions de montagne. Le tourisme devrait s'appuyer sur des structures d'hébergement durables et à haute valeur ajoutée plutôt que sur la construction de résidences secondaires. L'offre hôtelière et en logements de vacances doit être améliorée en conséquence. Pour cela, il faut de nouveaux modèles de financement. La construction devrait en outre se centrer davantage sur les rénovations et sur l'assainissement énergétique des bâtiments, en particulier dans le domaine de l'infrastructure touristique.

2. Politique climatique pour la protection des Alpes

Le Conseil fédéral doit s'engager avec les autres pays alpins pour un objectif régional de protection du climat dans les Alpes. La Suisse doit montrer la voie en prenant des mesures crédibles, en introduisant notamment sans plus attendre une taxe CO₂ sur les carburants. En outre, elle doit mettre à disposition des programmes et des moyens financiers adéquats afin de protéger les Alpes des effets du changement climatique. Si des ca-

tastrophes naturelles se produisent malgré tout, les autorités doivent soutenir généreusement la population et les reconstructions nécessaires.

3. Un tournant énergétique durable dans les Alpes

Le tournant énergétique est une chance pour le développement durable des Alpes. Les Verts demandent qu'un engagement spécifique de type « programme bâtiments » soit développé pour les régions de montagne et l'infrastructure touristique dans les Alpes à l'occasion de la stratégie énergétique 2050. Pour la production d'énergie renouvelable, ils soutiennent la construction de nouvelles installations et la transformation des installations existantes, tout en tenant compte de la protection de la nature et du paysage.

4. Mise en œuvre de l'initiative des Alpes

L'objectif constitutionnel de transfert modal du trafic de marchandises transitant par les Alpes doit être intégralement réalisé. Les Verts demandent l'introduction rapide de la bourse du transit alpin et le renoncement au deuxième tube routier du Gothard. Au lieu d'investir des milliards de francs dans un tunnel superflu, il vaut mieux transférer le transport de marchandises vers le rail sur tout le territoire, et garantir et développer des transports publics pour la population.

5. Politique agricole pour les Alpes

Le soutien à l'agriculture dans les régions de montagne est un des acquis principaux de la nouvelle politique agricole 2014-2017. Elle peut profiter de nouvelles formes de subventions, accroissant ainsi les revenus des paysans. Lors de la prochaine étape de la réforme agricole, les Verts s'engageront en faveur d'autres améliorations pour l'agriculture de montagne. Ils soutiennent notamment l'affectation de moyens financiers à la protection des troupeaux contre les grands prédateurs. A l'avenir, il s'agira aussi de renforcer davantage les modèles innovants comme l'agriculture contractuelle.

6. Une politique régionale de meilleure qualité pour les Alpes

Avec la nouvelle politique régionale (NPR), la Confédération encourage l'économie dans les secteurs particulièrement touchés par la mondialisation et les changements structurels. Les critères de durabilité doivent conditionner strictement l'octroi de subventions dans le cadre de la NPR2016+. Cela favorisera la création de formations et d'emplois dans le tourisme doux ou la commercialisation de produits régionaux, et encouragera l'échange de savoirs et d'expériences pour une économie verte dans les Alpes. Il s'agit en particulier de promouvoir les coopératives.

7. Convention alpine: ratifier les protocoles d'application

La Suisse a ratifié l'accord cadre de la Convention alpine, mais pas ses protocoles d'application. De fait, la Suisse applique déjà ces protocoles, car leurs contenus sont intégrés dans la loi. Les Verts demandent que la Suisse affirme enfin clairement sa volonté de mettre en œuvre un développement durable des Alpes en ratifiant formellement les protocoles d'application.

8. Diversité politique dans les Alpes

Des réformes politiques sont nécessaires afin de renforcer la participation de la population. La fusion de très petites communes et l'introduction du système proportionnel favorisent la diversité politique et l'innovation. Les Verts s'engagent dans tous les cantons de montagne pour le dialogue démocratique et l'ouverture politique.

Adoptée par l'assemblée des délégués, à Visp le 24 août 2013